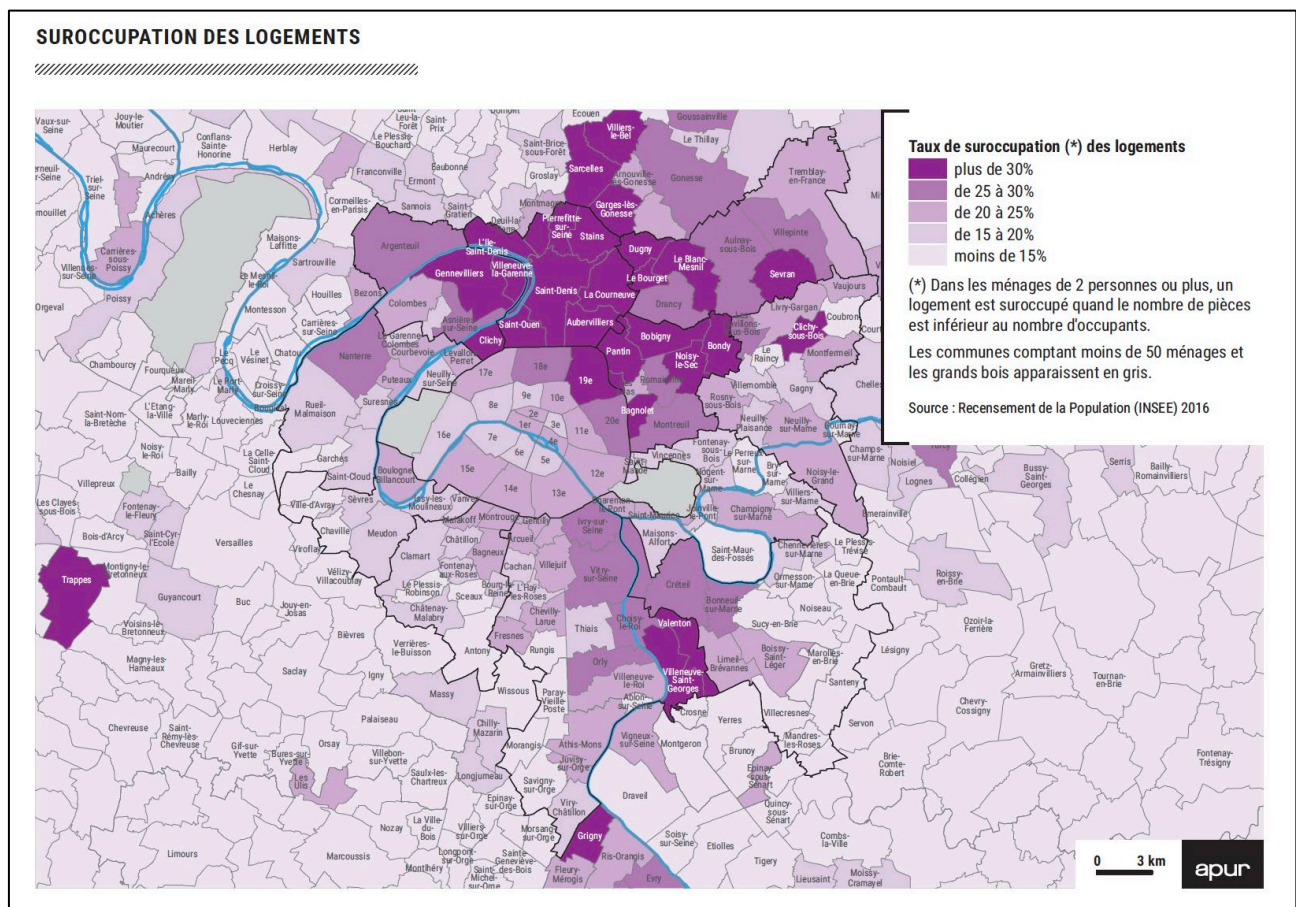


1,8 MILLION D'HABITANTS DU GRAND PARIS À L'ÉTROIT DANS LEUR LOGEMENT

Depuis 20 ans, le nombre de ménages en situation de suroccupation dans leur logement augmente dans la Métropole du Grand Paris. Cette étude, réalisée par l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), dresse le profil des ménages concernés et apporte des éclairages sur les principaux facteurs explicatifs.

La suroccupation des logements et plus globalement le confort des logements ressortent comme un enjeu social et humain majeur au moment où, la crise sanitaire liée au COVID-19 contraint 67 millions de français, dont 7 millions d'habitants du Grand Paris, à vivre confinés dans leur logement.



Sur 3,15 millions de logements dans la Métropole du Grand Paris, 434 380 sont suroccupés*, 819 987 sous occupés et 1 892 950 sont occupés « normalement ».

1,8 million d'habitants du Grand Paris vivent dans ces 434 380 logements suroccupés, faisant de la MGP une des métropoles françaises les plus touchées par la suroccupation.

Cela représente 24% des ménages de deux personnes ou plus de la MGP, ce taux de suroccupation étant calculé en rapportant le nombre de logements suroccupés au nombre de logements occupés par deux personnes ou plus (les ménages d'une seule personne ne pouvant mécaniquement pas être considérés comme étant en situation de suroccupation). En considérant l'ensemble des ménages, le taux de suroccupation dans la MGP est de 14%.

127 000 ménages parisiens (23% des ménages de deux personnes ou plus) sont à l'étroit dans leur logement. Les 18e, 19e et 20e arrondissements sont notamment les plus concernés avec un taux supérieur à 25%, du fait de la conjonction d'un nombre plus important de familles nombreuses avec enfants et de la nature de leur parc de logement.

Dans le reste de la métropole parisienne, la Seine-Saint-Denis ressort comme une zone la plus touchée par cette forme de mal logement avec, entre autres, les territoires de Plaine Commune (38% des ménages), Terres d'Envol et Est Ensemble (30% des ménages).

Cette situation s'explique par différents facteurs, qui tiennent d'abord à la structure du parc de logements : une grande majorité d'appartements, des logements plus petits qu'ailleurs (en moyenne de 3 pièces dans la MGP contre 4 en France). Le coût élevé des logements, le faible taux de rotation notamment dans le parc social, expliquent aussi les difficultés de parcours résidentiel des ménages, dont une part renonce à déménager quand la famille s'agrandit.

Au-delà des facteurs explicatifs lié à l'immobilier, les analyses montrent aussi le poids des facteurs socio-économiques. La suroccupation augmente avec la taille du ménage. Les situations de suroccupation sont ainsi beaucoup plus fréquentes pour les familles en couple avec des enfants. Dans tous les territoires métropolitains, la suroccupation est 2 à 3 fois plus fréquente pour les ménages des catégories sociales modestes (46 % des ouvriers et 31 % des employés vivent en situation de suroccupation contre 16 % des cadres et 5% des retraités). 40 % des ménages immigrés sont en situation de suroccupation (contre 16% pour les ménages non immigrés).

* La définition de la suroccupation couramment utilisée est celle de l'Insee : *pour qu'un logement soit considéré comme suroccupé, il faut que le nombre de pièces soit inférieur ou égal au nombre d'occupants (2 personnes dans un studio, 3 personnes dans un 2 pièces, etc.).*

L'étude est disponible [ici](#)

À propos de l'Apur (Atelier parisien d'urbanisme)

L'Apur est une association loi 1901 dont les principales missions sont l'étude et l'analyse des évolutions urbaines et sociétales à l'échelle de Paris et de la Métropole du Grand Paris. Il réunit autour de la ville de Paris, de l'État et de la Métropole du Grand Paris, 27 partenaires métropolitains, territoires, syndicats techniques, établissements publics qui définissent chaque année un programme de travail qui détaille l'ensemble des études, observatoires et traitement de données mis en œuvre par l'Atelier.

www.apur.org

Contact presse : Tiphaine Gyénès, responsable de la communication : [mail](#) – 01 83 97 63 59